



CGT-FINANCES PUBLIQUES 72

33 av du général De Gaulle 72038 LE MANS CEDEX 09

Tel : 02 43 83 85 15

cgt.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr

Le Mans le 21 novembre 2016

Compte-rendu CDAS du 21 novembre 2016

ACTUALITE LOCALE

Point sur les actions du CDAS :

Les crédits 2016 ont été entièrement consommés notamment avec la sortie libre à Paris qui a rencontré un franc succès (2 cars) et l'activité Qi Gong en partenariat avec l'ATSCAF.

L'enquête de satisfaction sur les sorties Terrabotanica et Versailles a été très positive.

Suite au regroupement de trésoreries, des aménagements de coin repas ont été réalisés (Conlie et Fresnay-sur-Sarthe). Il est prévu également un réaménagement à la trésorerie de Montval-sur-Loir.

Malgré une forte demande les permanences offertes par la chambre notariale ont baissé considérablement.

Projets 2017 :

Il est prévu deux sorties familiales pour les actifs :

- Le Mont St Michel avec soit une traversée de la baie soit une visite du Mont en mai ou juin.
- Disneyland en octobre pour fêter Halloween (2 cars prévus).

Pour les retraités :

- 1 sortie au château de Versailles.
- 1 semaine à Gérardmer du 2 au 9 septembre.
- 1 crêpes party en février.

ACTUALITE NATIONALE

Restauration collective

A compter du 1^{er} janvier 2017 les titres restaurant seront dématérialisés sous la forme d'une carte de paiement type bancaire. Leur valeur reste inchangée malgré les demandes d'augmentation régulières de la CGT-FINANCES.

En invoquant leur manque de fréquentation et en profitant du départ en retraite des agents Berkany et du manque de bénévoles, la DGFIP a procédé à la fermeture de 6 petites structures de restauration collective.

EPAF

Deux nouvelles résidences seront proposées aux familles : Vendres (Hérault) ouverte depuis l'été 2016 et sur la côte ouest de la Réunion (16 chalets).

Pour les colonies, les séjours au Canada et en Thaïlande, sous les mêmes conditions, sont reconduits pour l'été 2017.

Le séjour formation-Bafa est également reconduit ainsi que le séjour court 1 semaine fin août.

Les accompagnants trajets ont été sensibilisés aux problèmes de sécurité, notamment aux risques attentats.

RECRUTEMENT DELEGUE(E)

Notre déléguée Joëlle Laurent part à la retraite en juillet prochain.

Un CDAS exceptionnel de recrutement aura lieu en janvier 2017 pour auditionner les candidats.

La fiche de poste a été publiée. Ce poste est ouvert aux agents de catégorie B ou C. Toutes les lettres de candidature, accompagnées d'un CV, doivent être adressées à M. Palussière, président du CDAS (sous couvert hiérarchique) avant le 15 décembre.

Vous pouvez vous renseigner pour l'ensemble de l'action sociale sur le site local suivant :

http://monalize.alize/gcp/pages/site/alize/lang/fr/Accueil/RessourcesHumaines/Action_sociale/Les_intranets_de_part134523/72_Sarthe50716

Pour tout renseignement, vos représentants sont à votre disposition.

Vos représentants au CDAS :

Anne-Marie THUAUDET-PLU 02 43 43 58 19

Nathalie BOUYSSOU 02 43 83 82 16

Karine FOLLIN 09 70 27 54 62

Jean Christophe ORLANDINI-TEYSSIER

mel : jean-christophe.orlandini-teyssier@dgfip.finances.gouv.fr



DECLARATION LIMINAIRE

CDAS du 21 novembre 2016

Monsieur le Président,

C'est dans un contexte revendicatif national, à la suite du mouvement du 15 novembre 2016, où l'on a pu voir 23,91 % des agents de la DGFIP en grève au niveau national dont 41 % en Sarthe, que se place ce CDAS un peu particulier. En effet, l'une des principales revendications est l'arrêt des suppressions d'emploi, ainsi qu'une prise en compte du mal être de nos collègues. Ces deux thèmes touchent particulièrement notre CDAS puisque le poste de notre assistante est supprimé.

Au plan national, le CNAS s'est réuni le 7 octobre et malheureusement, ce que la CGT FINANCES PUBLIQUES avait pressenti s'est réalisé : une baisse de la dotation de 180 M à 143 M entre 2015 et 2017, l'ALPAF non subventionnée cette année, la diminution de la dotation EPAF.

La volonté de la Direction de mettre en adéquation moyens et nombre de bénéficiaires ne peut nous satisfaire. La CGT FINANCES PUBLIQUES revendique une reconduction identique du budget d'action sociale et non une véritable saignée dans celui-ci. L'idée de progrès social est central dans notre République et les atteintes à l'action sociale ne peuvent être comprises non comme une garantie mais comme une régression.

Les besoins sont avérés, voire en augmentation : places en crèche, logements, restauration collective.

La CGT FINANCES PUBLIQUES dénonce la fermeture dans plusieurs départements des petites structures de restauration sans consultation des instances locales. De même le passage des titres-restaurants au nouveau prestataire ne peut être satisfaisant, nous revendiquons toujours une valeur faciale en adéquation avec la valeur réelle d'un repas complet pris hors des structures collectives, ainsi qu'une prise en charge plus importante de la part employeur.

Nous sommes par ailleurs inquiets de l'avenir de ces petites structures de restauration collectives dans notre département.

Il est nécessaire de travailler sur l'offre d'action sociale afin de répondre aux besoins des agents, l'action sociale ne doit pas être une variable d'ajustement.

Les réponses au mouvement des assistants sociaux des Ministères Economiques et Financiers ne peuvent nous satisfaire en l'état, elle ne sont pour nous qu'une réponse transitoire vers une véritable reconnaissance des qualifications de ceux-ci.

C'est un CDAS très particulier aujourd'hui, notre assistante de l'action sociale part à la retraite. Dans quelques mois il en sera de même pour notre déléguée. Nous soulignons leur incessante action, leur forte et indéfectible implication, ainsi que leur grande disponibilité et nous ne pouvons que déplorer le non remplacement de notre assistante.